



ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° 179N/2024 - Page 1 / 2

REGLEMENTATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
TRAVAUX AVEC EMPRISE PONCTUELLE SUR TROTTOIR
RD11 A HAUTEUR DE LA PARCELLE CADASTREE AD93
15 JOURS SUR 1 AN A COMPTER DU 14 OCTOBRE 2024

Le Maire de la Commune de Neauphle-le-Château,
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,
Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2213-6,
Vu le Code de la Sécurité Intérieure, notamment l'article L 511-1,
Vu le Code de la Voirie Routière,
Vu l'avis favorable du service Urbanisme,
Vu la demande de prolongation en date du 16 septembre 2024, formulée par Monsieur VALETTE Patrick demeurant 1, rue du Vieux Château 78640 Neauphle-le-Château, d'autorisation d'occuper le domaine public pour l'installation ponctuelle d'une échelle sur le trottoir de la route de Saint Germain (RD11) à hauteur de la parcelle cadastrée AD93, pour la réalisation de travaux sur le mur d'enceinte de sa propriété,
Considérant qu'il incombe au Maire, au titre de ses pouvoirs de police, de prendre toutes les mesures propres à assurer le bon ordre, la tranquillité, la sécurité et la salubrité publique,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation

Le bénéficiaire Monsieur VALETTE Patrick demeurant 1, rue du Vieux Château 78640 Neauphle-le-Château, est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande :

Occupation du domaine public pour l'installation ponctuelle d'une échelle sur le trottoir de la route de Saint Germain (RD11) à hauteur de la parcelle cadastrée AD93, pour la réalisation de travaux sur le mur d'enceinte de sa propriété,

15 jours durant la période de 14 octobre 2024 au 13 octobre 2025,

A charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 : Sécurité et signalisation

Le bénéficiaire devra s'assurer de sécuriser son installation conformément à la réglementation en vigueur.

Il devra notamment mettre des éléments à fort contraste tels que rubalise, cônes de Lubeck ou flashes lumineux, au droit du chantier, ainsi qu'une présignalisation.

Article 3 : Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 : Validité et renouvellement de l'arrêté - Remise en état des lieux

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.





ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° 179N/2024 - Page 2 / 2

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une **durée de 15 jours durant la période de 14 octobre 2024 au 13 octobre 2025.**

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire présente autorisation. En l'absence d'état des lieux initial, le domaine public sera considéré comme ayant été neuf avant l'usage de l'autorisation d'occupation délivrée.

Article 5 : Le présent arrêté sera notifié et publié conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Neauphle-le-Château.

Article 6 : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Neauphle-le-Château, le 7 octobre 2024



Madame le Maire


Elisabeth SANDJIVY

